

28 mai 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Schröder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, sur l'inculpation de M. Slobodan Milosevic par le Tribunal pénal international et l'appui français aux initiatives de la présidence allemande de l'Union européenne en faveur d'une solution de la crise du Kosovo, Toulouse le 28 mai 1999.

Mesdames, messieurs,

Je voudrais d'abord, naturellement, dire ma joie d'accueillir à Toulouse le Chancelier et les remerciements que je tiens à exprimer en notre nom à tous les deux à la mairie de Toulouse qui nous accueille dans ses murs et au maire de cette belle ville.

Nous avons essentiellement parlé de la situation au Kosovo, même si nous avons consacré une deuxième partie de nos entretiens aux problèmes européens, en particulier, et bilatéraux.

Sur le Kosovo, je voudrais, sans rentrer dans les détails et vous en comprendrez les raisons, dire qu'il y a un accord parfait, sans réserve, total entre nos deux pays sur l'analyse de la crise et les solutions qu'il convient de lui donner.

Nous considérons que la stratégie militaire qui est actuellement poursuivie doit être poursuivie et qu'il n'est pas question de changer de stratégie.

Nous considérons que le dialogue avec la Russie est un dialogue essentiel, que rien ne pourra se faire dans cette partie du monde sans que ce soit avec un accord avec les Russes. Nous souhaitons aboutir à cet accord le plus rapidement possible, le plus vite possible.

Et, enfin, nous considérons que la décision du Tribunal pénal international concernant l'inculpation de M. Milosevic justifie notre analyse et notre action et, de surcroît, nous considérons qu'elle est légitime. Nous nous réjouissons de ce progrès dans le domaine du respect des droits de l'Homme et de la conscience universelle.

Voilà l'essentiel de ce que nous avons dit, mais je vais demander au Chancelier de donner son sentiment.

LE CHANCELIER : Monsieur le Président de la République, Mesdames, Messieurs, moi aussi, je tiens à remercier la ville de Toulouse, le maire de Toulouse. Je tiens à remercier notre hôte, le Président de la République, le Gouvernement et aussi les citoyens de Toulouse qui nous ont accueillis très chaleureusement et avec beaucoup d'amitié dans les rues tout à l'heure, lorsque nous sommes arrivés.

Pour ajouter à ce qu'a dit déjà le Président de la République, je dirai que nous avons abordé deux autres points. Nous avons parlé notamment du Sommet européen de Cologne et nous sommes convenus de la nécessité de mettre en place un Pacte européen pour l'emploi, qui n'a pas pour vocation de remplacer les pactes nationaux pour l'emploi, mais qui vient plutôt en complément de ces plans nationaux. Et je dois dire que j'étais très heureux aussi que le

complément de ces plans nationaux. Et je dois dire que j'étais très heureux aussi que le Président de la République m'annonce que la France approuve la proposition soumise par l'Allemagne en ce domaine. Nous allons encore travailler un peu sur cette proposition, pour voir dans quelle mesure nous pouvons essayer d'intégrer notamment les syndicats dans un dialogue macro-économique.

Ensuite, nous avons également parlé de l'identité européenne de sécurité de défense, il s'agit de politique étrangère et ce sera là aussi un des points importants dont nous aurons l'occasion de discuter à Cologne. Sur ce point aussi, le Président et moi-même avons été entièrement d'accord, et nous sommes notamment convenus qu'il faudrait, à Cologne, lancer une procédure visant à entreprendre un rapprochement de l'UEO et de l'Union européenne, rapprochement qui pourrait, je l'espère, être formalisé au cours de la présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre de l'An 2000.

Nous sommes également convenus qu'il fallait faire évoluer l'Eurocorps et qu'il fallait le rendre apte à faire face à de nouvelles missions, missions définies par l'Alliance et qui nous semblent à nous aussi nécessaire. Il faut donc donner à l'Eurocorps les moyens de réagir face à une crise. Voilà les deux sujets principaux que nous avons abordés, en dehors du Kosovo, et sur lesquels, nous allons évidemment revenir abondamment au cours du Sommet de Cologne.

QUESTION   Etant donné tous ces points de vue communs qui apparaissent ici à Toulouse, est-ce que cela va déboucher sur une initiative commune ?

LE PRESIDENT   Ce n'est pas à Toulouse que les points communs sont apparus. La position de l'Allemagne et de la France a été la même depuis le début de la crise. L'initiative commune, ce n'est pas une, ce sont des initiatives constantes. La Présidence allemande, par la voix du Chancelier a pris toute une série d'initiatives depuis le début de la crise du Kosovo, y compris à l'égard de la Chine, dans un moment particulièrement délicat. Et vous aurez remarqué que la France a toujours soutenu sans réserve et s'est associée sans réserve aux initiatives prises par la Présidence. Et elle continuera de le faire.

LE CHANCELIER   Je partage évidemment tout à fait ce qu'a dit le Président de la République, mais je voulais aussi dire que je suis très heureux que nous puissions à chaque fois, et sur chacune des initiatives que nous avons à prendre pour l'Europe, avoir ce soutien de la France qui nous est très cher. Le Président de la République l'a dit, la France va le faire, l'Allemagne va le faire, en particulier dans son rôle de Président de l'Union européenne, nous allons tout entreprendre pour parvenir à une solution politique au Kosovo. Et j'ajouterai qu'il faut y parvenir le plus vite possible, car chaque journée gagnée, qui nous permette de rapprocher la fin des hostilités, est une journée de joie, non seulement vis-à-vis des personnes qui souffrent au Kosovo, mais aussi une journée de joie pour l'Europe et pour l'Union européenne.